

LA RÉALITÉ QU'ON NE VEUT PLUS VOIR

Lors du CSAL du 19 mars 2026, la **CFDT** a dénoncé des documents indigents, trop succincts, qui empêchent toute lecture sincère de la situation des services et de leurs charges de travail.

Derrière des tableaux aseptisés, la réalité disparaît...

Les organisations syndicales l'ont rappelé avec force : **on ne peut parler d'effectifs sans parler des missions.**

Sans cela, les chiffres ne sont qu'un écran de fumée.

Pire encore, le glissement sémantique est révélateur : les « **effectifs réels** » de 2025 sont devenus des « **effectifs cibles** » au 31/12/2025.

En clair, on ne constate plus, on projette.

Et d'un coup de baguette magique, les vacances de postes s'effacent, les sous-effectifs disparaissent... sur le papier seulement.

Sur le terrain, rien ne change : surcharge, dégradation des conditions de travail, perte de sens.

Les fermetures de services continuent.

La **CFDT** exige des données sincères et actualisées : des tableaux au 31 mars, après le premier tour de mutation, intégrant les temps partiels. C'est le minimum pour piloter sérieusement.

Car la réalité DINA, elle, est implacable :

- Au CSRH, les agents en sous-effectif croulent sous une charge de travail en constante augmentation, loin de l'objectif affiché de 120 agents.
- À Périgueux et Limoges, les brigades ne peuvent tenir les PPF sans renforts. Les « Paris spé » annoncés pour l'été restent flous, faute de ventilation par spécialités.
- Les emplois Berkani masquent artificiellement les manques, comme au CVC de Jonzac. Et après le départ en retraite récent, aucune garantie de remplacement.
- Le poste de chef du PAE de Poitiers, de divisionnaire à Bayonne sont vacants depuis plusieurs mois.
- L'assistante de prévention de la DR de Poitiers part au 1er avril, sans remplacement immédiat.
- Au CVC de Cognac, entre détachement, départs en retraite et redéploiement, le sous-effectif devient critique.
- Le GIR de Poitiers reste une coquille vide.
- À la RI, un départ supplémentaire en avril ne sera pas remplacé.

Partout, le même constat : les agents tiennent, mais à quel prix ?

La surcharge devient la norme, la perte de sens s'installe, la souffrance au travail progresse.

La CFDT le dit clairement : on ne pilote pas une administration avec des illusions. Il est temps de regarder la réalité en face et de donner aux services les moyens de leurs missions